



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 114

Du 1 au 7 mars 1985

POLITIQUE

Groupes démocratiques sujets à l'intimidation
Evêques américains en visite au Guatemala
Décoration d'un militaire américain
L'aide américaine s'accroît
Echange de points de vue
Rapport positif pour le gouvernement
L'insurrection existe

ECONOMIE

Commission du FMI dans le pays
Aide conditionnée
Endettement accéléré pour le pays
Un plus grand rapprochement
Décision gouvernementale critiquée

CONTRE-INSURRECTION

Orchestration d'actions contre-insurrectionnelles

INSURRECTION

Actions de l'URNG
L'ORPA occupe des bourgades
Les guérilléros freinent l'avance de l'armée

SITUATION SOCIALE

Victoire de la solidarité
Suppression des droits relatifs au travail
Limite aux principes de l'enseignement supérieur

DROITS DE L'HOMME

Des milliers de personnes protestent contre les assassinats
On demande le retour des détenus
Appel à la solidarité
Violence continue

POLITIQUE

GROUPES DEMOCRATIQUES SUJETS A L'INTIMIDATION

Le 27 février, les partis démocratiques Front Uni de la Révolution et Force Nouvelle ont dénoncé les contraintes et les menaces qui limitent la libre participation politique au processus électoral. Par ailleurs, ils ont annoncé leur alliance politique.

Selon cette même accusation, une bombe a explosé en face du local où se tenait au même moment la cérémonie d'union. L'explosion a détruit le véhicule d'une des personnalité politique présente. Ils ont ajouté que cet incident doit être additionné aux autres faits semblables qui ont pour but d'intimider les partis à participer au processus politique. C'est pourquoi ils "protestent avec véhémence auprès du gouvernement".

EVEQUES AMERICAINS EN VISITE AU GUATEMALA

Le 3 mars, l'Archevêque métropolitain Prospero Penados del Barrio déclarait que la hiérarchie de l'Eglise catholique aux Etats-Unis était opposée à l'aide militaire accordée par l'Administration Reagan au régime guatémaltèque. Il a également fait savoir qu'une délégation d'évêques américains visiterait prochainement le pays.

Penados a souligné que le but des évêques américains était d'élaborer et mettre en pratique un plan qui permettrait de soulager quelque peu le pays de la crise qu'il traverse et d'ensuite, s'adresser à l'Administration Reagan pour qu'elle mette en oeuvre des politiques positives pour le Guatemala.

DECORATION D'UN MILITAIRE AMERICAIN

Le Commandant du groupe militaire des Etats-Unis accrédité auprès du gouvernement guatémaltèque, le Colonel Orlando Rodriguez, a été décoré, le 1 mars, par le Général Rodolfo Lobos Zamora -faisant fonction de Chef d'Etat- de la "Croix du mérite militaire de II classe" en appréciation des services rendus à l'armée guatémaltèque.

L'AIDE AMERICAINE S'ACCROIT

Le 27 février, Gabriel Gomez del Rio et le Général Harry C. Aderhorlt, respectivement Directeur pour l'Amérique Latine et Conseiller militaire de l'organisation anti-communiste Conseil National de Défense, ont fait savoir que cette même entité privée américaine fournit aide et conseil au gouvernement militaire guatémaltèque.

Gomez del Rio qui, de surcroît, est fonctionnaire auprès de l'Agence Internationale pour le Développement -AID-, entité gouvernementale, a stipulé qu'un "vaste programme" d'aide au régime était prévu et que déjà, se trouvaient sur place divers conseillers devant assurer la mise en pratique dudit programme.

ECHANGE DE POINTS DE VUE

Bien que le gouvernement guatémaltèque se soit abstenu de fournir des informations en la matière, diverses sources internationales de presse ont indiqué le 1 mars qu'une réunion a eu lieu en Uruguay entre le Général Mejia Victores et le Président du Nicaragua Daniel Ortega.

Mejia Victores a également eu des entrevues avec les Présidents d'Uruguay et du Costa Rica, avec le Ministre des Relations Extérieures d'Allemagne Fédérale et enfin, avec le Secrétaire d'Etat américain George Schultz. Selon des sources du Ministère des Affaires Etrangères, l'échange des points de vue aurait porté sur la situation en Amérique Centrale.

RAPPORT POSITIF POUR LE GOUVERNEMENT

Le 27 février, le Général Rodolfo Lobos Zamora, faisant fonction de Chef d'Etat, a déclaré que le gouvernement guatémaltèque considère que le rapport rédigé par le Rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies et devant être présenté prochainement à Genève, en Suisse, sera positif pour le régime. Cependant, en dépit du rapport, il est probable que la résolution votée par les Nations Unies se prononcera en défaveur du Guatemala étant donné les actions menées par les pays ennemis.

L'INSURRECTION EXISTE

Le Général Rodolfo Lobos Zamora, Sous-Chef d'Etat et Chef de l'Etat-Major de l'Armée, a déclaré, le 28 février, que si l'insurrection existait dans certaines zones du pays, il n'y avait pourtant pas lieu de s'inquiéter.

Lobos Zamora a précisé que la sécurité du pays n'était aucunement menacée, étant donné que l'Armée s'est décentralisée de façon pratique et que chaque Commandant des zones militaires réparties dans le pays dispose d'un Etat-Major propre auquel il incombe de programmer, analyser et exécuter les opérations militaires.

ECONOMIE

COMMISSION DU FMI DANS LE PAYS

Le 28 février, on apprenait de source officielle qu'une Commission du Fonds Monétaire International -FMI- se trouvait au Guatemala aux fins d'évaluer la politique économique et financière du pays et de déterminer la possible reprise de l'aide économique envers le Guatemala.

Les sources du Ministère de l'Economie précisaient que le régime guatémaltèque a besoin de l'aval du FMI pour obtenir une plus grande ouverture des marchés financiers internationaux.

AIDE CONDITIONNEE

Le 1 mars, le Gérant de la Banque de Guatemala, Julio Vielman signalait que le Fonds Monétaire International et les autres organismes internationaux de crédit n'ont pas l'intention d'octroyer de nouveaux prêts au gouvernement guatémaltèque tant que le pays ne dispose pas d'une stabilité politique nécessaire pour assurer la garantie des emprunts contractés.

Le fonctionnaire a rappelé que le Guatemala n'avait pas respecté, l'année dernière, l'accord financier conclu avec le FMI puisqu'il avait dépassé la limite permise pour l'émission de Bons de stabilisation libellés en dollars. La Banque s'était alors vue dans l'obligation de geler le versement du crédit de 60 millions qu'elle avait accepté en 1983.

ENDETTEMENT ACCELERE POUR LE PAYS

Le 2 mars, Jose Manuel Gil Padilla, licencié et expert au Centre d'Etudes Monétaires Latino-Américaines -CEMLA- évaluait la dette extérieure guatémaltèque à 3 milliards de dollars.

Cette information a causé la surprise et le malaise au sein de l'Initiative Privée, car le gouvernement avait avancé publiquement une dette extérieure de l'ordre de 2 milliards 200 millions.

UN PLUS GRAND RAPPROCHEMENT

C'est à l'issue d'un séminaire ayant pour thème le programme américain du Bassin des Caraïbes et sous l'égide de l'Ambassade américaine et la Chambre de Commerce Américaine au Guatemala que l'on est arrivé aux conclusions que les entités privées guatémaltèques et le gouvernement américain devront chercher les moyens d'opérer une plus grande coopération entre les deux pays pour venir à bout de la crise économique guatémaltèque.

Un dialogue entre fonctionnaires américains et chefs d'entreprises guatémaltèques portant sur les perspectives ouvertes à l'Initiative Privée locale dans le cadre du programme pour le Bassin des Caraïbes est prévu, via satellite, pour le jeudi 7 mars.

DECISION GOUVERNEMENTALE CRITIQUEE

Le 2 mars, des hommes politiques qui participent au processus électoral ont signalé que la monnaie nationale se déprécie considérablement du fait de la mauvaise gestion. Cette remarque se situe dans une critique plus large qui condamne la décision gouvernementale de vendre les réserves nationales en or.

Les dirigeants de l'Union du Centre National et du Parti National Rénovateur signalent que ces réserves en or constituent l'unique patrimoine qu'il restait au pays. Ils ont en outre mis en doute la capacité du régime de racheter les 3 300 millions de

dollars vendus récemment.

CONTRE-INSURRECTION

ORCHESTRATION D'ACTIONS CONTRE-INSURRECTIONNELLES

Selon les milieux de presse, le Général Lobos Zamora, Chef de l'Etat-Major de l'Armée et faisant fonction de Chef d'Etat, s'est rendu le 27 février dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays, dans le but d'orchestrer des plans de contre-insurrections destinés à contrer l'augmentation des actions de guérilla.

INSURRECTION

ACTIONS DE L'URNG

Selon des informations émanant d'organisations affiliées à l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque et rendues publiques le 28 février, l'insurrection aurait, pour le seul mois de février, mené à bien un total de 59 actions politiques et militaires au cours desquelles elle a occasionné 128 pertes à l'Armée gouvernementale -morts et blessés inclus-.

Parmi les actions mentionnées, on dénombre 23 affrontements armés et 26 occupations de bourgades dans les départements de Alta Verapaz, Huehuetenango, El Peten, El Quiché, San Marcos, Suchitepequez et Solola.

L'ORPA OCCUPE DES BOURGADES

Le 28 février, l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- signalait que ses unités ont occupé, le 22 février, simultanément les bourgades de Ojo de Agua et Villa Hermosa, situées dans la municipalité de Esquipulas Palo Gordo, à quelques 10 kilomètres de la ville de San Marcos où sont stationnées les forces de la zone militaire n°18. Lesdites forces sont demeurées passives face à l'action des rebelles.

LES GUERRILLEROS FREINENT L'AVANCE DE L'ARMEE

Le 28 février, l'ORPA faisait savoir que ses guérilleros ont repoussé, le 26 février, à deux reprises les attaques menées par l'armée gouvernementale dans les montagnes de la municipalité de Esquipulas Palo Gordo, située dans le département occidental de San Marcos. Deux soldats ont trouvé la mort au cours de ces actions.

SITUATION SOCIALE

VICTOIRE DE LA SOLIDARITE

Le 2 mars, le Syndicat Central des Travailleurs de Coca Cola au Guatemala a souligné qu'après 376 jours de lutte ouvrière, l'entreprise Coca Cola reprendra prochainement ses activités dans le pays. Il s'agit donc véritablement d'une victoire de la solidarité des organisations populaires, religieuses et syndicales sur le plan national et international.

SUPPRESSION DES DROITS RELATIFS AU TRAVAIL

Les Droits d'Association, d'Organisation et de Grève des travailleurs de l'Etat et de leurs entités décentralisées, autonomes et semi-autonomes seront supprimés conformément à l'Article 115 de la nouvelle Constitution de la République, approuvé le 5 mars par l'Assemblée Nationale Constituante.

Ces mêmes droits avaient été obtenus par les travailleurs guatémaltèques au cours de diverses actions de revendications échelonnées depuis 1944.

LIMITE AUX PRINCIPES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le 1 mars, des étudiants de l'Université Nationale ont affirmé que la nouvelle Constitution que rédige l'Assemblée Nationale Constituante limite et déforme le principe de l'autonomie universitaire ainsi que d'autres principes qui constituent le fondement de l'enseignement supérieur au Guatemala.

Depuis la fin-février, des milliers d'étudiants organisent, dans diverses régions du pays, une série de manifestations en guise de protestation contre les modalités législatives afférentes à l'Université Nationale prises par l'Assemblée Constituante.

DROITS DE L'HOMME

DES MILLIERS DE PERSONNES PROTESTENT CONTRE LES ASSASSINATS .

Plus de 10 000 personnes ont défilé, le 27 février, dans les rues de San Pedro La Laguna, situé dans le département central de Solola, pour protester contre l'enlèvement et l'assassinat de Pedro Rocche Petzey et de Lorenzo Petzey Chavajay.

Les cadavres des victimes, torturées et égorgées, ont été retrouvé dans les alentours de la bourgade mentionnée ci-dessus. L'épouse d'une des victimes, Maria Teresa Cuns Cortes, ainsi que d'autres proches ont accusé un Lieutenant et plusieurs soldats gouvernementaux d'être responsables des faits.

ON DEMANDE LE RETOUR DES DETENUS

Une centaine de personnes, membres du groupe d'Appui Mutuel, ont occupé, le 2 mars, les bâtiments du Palais de Justice national, situé dans la capitale guatémaltèque, pour exiger le retour ou du moins des éclaircissements sur la situation des centaines de personnes qui furent enlevées par les effectifs des forces de sécurité.

APPEL A LA SOLIDARITE

Le 5 mars, Mario Sanchez, dirigeant syndical et Secrétaire Général du Parti Guatémaltèque du Travail (noyau exécutif), a lancé un appel à la solidarité internationale pour que redoublent les demandes adressées au régime militaire du Général Mejia Victores dans le but que soient libérées la femme et la fille du dirigeant syndical (enlevées l'année dernière). Mario Sanchez a précisé que l'enlèvement de sa famille était un acte de vengeance accompli par l'armée.

VIOLENCE CONTINUE

Parmi les nombreuses violations des droits de l'homme survenues au cours de ces derniers jours, on pourrait relever l'enlèvement de quatre membres de la famille Juarez Chilel, dont deux mineurs, qui selon des témoins ont été arrachés à leur domicile, le 27 février, par les forces de sécurité gouvernementale, dans le département occidental de San Marcos. Les quatre personnes furent retrouvées, mortes, portant des traces de torture alors qu'elles flottaient à la dérive dans le Rio Suchiate, rivière frontalière avec le Mexique.

Les cadavres, non-identifiés, de deux personnes ont été trouvés dans la zone n° 2 de la capitale, les mains liées, portant des traces de torture et ayant reçu le coup de grâce, selon les modalités typiques des assassinats politiques au Guatemala.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX